

Adresse

À celles et ceux qui veulent
transformer la société

Aujourd'hui

le communisme

est dans

la France insoumise

par ses idées,
par des femmes et des hommes
qui y militent

Rejoignez-les!

insoumiscommunistes@gmail.com

sommaire

Introduction Le communisme politique a changé de camp - p.3

Le PCF a passé la main, La France insoumise a pris le relais - p.4

La révolution citoyenne - p.5

La preuve par la NUPES - p. 6

Parti socialiste : le retour à la case Hollande - p. 7

La « confusion » EELV - p. 9

La république de Roussel - p. 10

L'installation d'un fascisme ordinaire - p. 11

L'exigence du capital - p. 12

Continuons de construire l'espoir - p. 14

L'Union populaire - p. 14

« Faites mieux » - p. 16

L'apport communiste - p. 17

Conclusion Avec confiance - p. 19

Le communisme politique a changé de camp

par Francis Parny, animateur de l'association des insoumis communistes

Le communisme a, de tout temps, intéressé des millions de personnes.

Parfois il a généré une simple sympathie, un intérêt, une proximité à certaines des idées qu'il véhicule. Parfois il a conduit à un engagement politique dans une formation qui se réclamait de cette idéologie. Et parfois aussi, à un désengagement né de déceptions.

Mais qu'y a-t-il au cœur de ce mouvement vers le communisme ?

Il y a l'idée que cette société ne nous convient pas, qu'il faut la changer, qu'on ne peut pas vivre heureux avec tant de misère autour de soi, qu'on ne peut pas vivre libre dans une soumission constante à la loi du plus fort, qu'on ne peut pas sauver notre écosystème sans le préserver de la prédation du système économique actuel.

Il y a cette aspiration à un consentement mutuel à vivre ensemble dans une société qui respecte nos droits pour nous faire « être » humain.

Et cette aspiration correspond bien à ce qu'est le communisme : un mouvement qui abolit l'ordre existant pour contribuer à en faire émerger un autre, meilleur¹.

Mais le communisme n'est pas seulement une idéologie, il a nourri la création de partis politiques qui ont contribué concrètement à faire évoluer notre société.

C'est ce que je nomme le « communisme politique ».

Ce communisme-là, il n'est plus au PCF, il est à la France insoumise. Et nous, communistes et insoumis nous en sommes la matérialité militante.

Voilà l'hypothèse de cette adresse.

LE PCF A PASSÉ LA MAIN, LA FRANCE INSOUMISE A PRIS LE RELAI

En France le PCF a été longtemps, cette force de transformation. Il a su faire évoluer notre société dans un sens plus humain. Avec le Front populaire il a imposé au Capital un meilleur partage des richesses produites au bénéfice des ouvriers et des classes populaires. Dans la résistance, tout en combattant le nazisme, il a construit avec d'autres un programme pour soustraire au Capital la gestion de nombreux biens communs. Et il a permis la mise en place de ces politiques dans l'après-guerre². Dans le même temps ses élus locaux et départementaux ont généré des avancées dans la gestion même des villes et des départements avec ce que l'on a appelé le communisme municipal³.

Et puis le capitalisme s'est adapté, il a contre-attaqué. Il a internationalisé l'exploitation pour sortir d'un face-à-face national où le rapport de force était difficile pour lui. Il s'est financiarisé, particulièrement en France, en éloignant toujours plus les décisions économiques des citoyens et en donnant le sentiment selon la formule de Margaret Thatcher qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme (« T.I.N.A. »)⁴.

Le PCF n'a pas su tirer les conséquences stratégiques de cette évolution du capitalisme.

On pourrait dire qu'il n'a pas été « marxiste » puisqu'il n'a pas analysé « concrètement » la société que générait cette évolution.

Confronté à la conquête du pouvoir par le mouvement de mai 1968, il a proposé aux autres forces de gauche un programme productiviste et étatique sous-estimant la nécessité de l'intervention populaire dans les processus de changement et il a reproduit, inlassablement, l'union de la gauche comme moyen de parvenir à « gagner ».

Mais dès lors que le rapport de force s'est modifié en faveur de la sociale démocratie, cette forme d'alliance est devenue inefficace à changer les choses. Les gouvernements de gauche à partir de 1983 ont fait progressivement la même politique économique que ceux de droite. Cette déroute de la pensée transformatrice a sans doute trouvé son apogée dans la formule de François Hollande devenu Président de la République et déclarant qu'il construisait : « un socialisme de l'offre » oubliant ainsi la « demande » populaire.

Le parti communiste français a sombré dans cette dérive. Le peuple a

compris qu'il n'y avait rien à attendre de cette gauche⁵. Macron l'a tuée définitivement avec son « en même temps » qui n'a servi qu'à emmener les électeurs socialistes plus loin dans les chemins de la droite libérale. Le PCF s'est noyé en lui emboîtant le pas sous prétexte de « sauver ses élus », objectif dont on conviendra qu'il a bien peu à voir avec la révolution et l'intérêt général du peuple⁶.

Est-ce à dire que le communisme a disparu de la scène politique en France comme il a disparu dans bien des pays « occidentaux » ?

Non, pas en France

Parce qu'un homme l'a sauvé : Jean Luc Mélenchon

LA RÉVOLUTION CITOYENNE

Je sais bien toutes les injures qu'un tel propos risque de m'attirer, mais pourquoi Jean-Luc Mélenchon serait-il le seul à subir les opprobres. Au lieu « d'aboyer » est-il possible d'examiner les faits ?

Bien sûr l'objectif de Jean-Luc Mélenchon n'était pas de sauver le communisme mais, comme il l'a dit lui-même, de préserver en France une force de gauche radicale à même de transformer notre société.

En écrivant l'Ère du peuple en 2014 - une théorie révolutionnaire pour une révolution citoyenne - Jean-Luc Mélenchon a puisé dans le marxisme pour remettre à la « une » un programme qui pose la nécessité d'un dépassement du capitalisme. Cette notion de rupture avec ce système est parfaitement communiste. Elle est au cœur de l'action de la France insoumise : rassembler le peuple autour d'un programme de ce type. Elle est au cœur de la NUPES qui sans cette référence ne peut plus exister (voir après « La preuve par la NUPES »).

Le fait que de nombreux communistes aient quitté le PCF pour rejoindre la France insoumise n'est que la conséquence logique de tous ces constats, ils confirment leur choix initial. La France insoumise leur a rendu l'espoir qu'il y avait toujours un chemin pour la révolution.

Si l'on ne veut pas de cette société d'injustices de discriminations et de destruction du vivant où peut-on aller aujourd'hui en France sinon à la « France insoumise » qui seule, concrètement dans ses propos comme dans ses actes, affirme qu'il n'est pas possible de s'accommoder de ce système et qu'il faut rompre avec lui.

Plusieurs centaines de communistes ont quitté le PCF pour rejoindre la France insoumise. Ils n'ont pas quitté le communisme, ils l'ont rejoint là où ils ont reconnu qu'il pouvait continuer de vivre et d'apporter quelque chose. Ils ont juste été fidèles à leur propre engagement.

LA PREUVE PAR LA NUPES

En 2022 le vote populaire a tranché entre ceux qui, à gauche, reproduisaient l'accommodement au système et ceux qui voulaient rompre avec lui.

Et de façon nette : 2% ou 22% ce n'est pas la même chose.

Ce vote a exprimé sans ambiguïté le rejet de cette gauche qui au gouvernement avait failli. « Plus jamais ça », merci. Et c'est sur un programme de rupture avec le système qu'elle s'est présentée unie dans la NUPES aux législatives.

Comment les dirigeants de EELV, du PS et du PCF peuvent-ils prétendre aujourd'hui qu'il s'agissait d'un accord électoral ! Leur signature au bas d'un programme de 650 propositions n'a donc aucune valeur ? Quelques mois après le vote, ils disent aux électeurs « notre accord c'était juste pour avoir des élus » ? C'est-à-dire exactement ce qui a conduit notre peuple à ne plus avoir aucune confiance dans les partis politiques : « ils ne pensent qu'à eux ! ».

La réalité c'est qu'ils ne croient pas qu'il soit possible de « rompre » avec ce système. Ne nous y trompons pas, c'est le refus de la rupture avec le capitalisme qui plombe la NUPES aujourd'hui, et pas autre chose.

Car enfin peut-on vraiment croire à la fable qui consiste à dire que le problème c'est l'attitude d'un seul homme et qui plus est, de celui qui a proposé et permis la NUPES ? Il parlerait trop fort, écrirait trop de tweets, et serait hégémonique. Ce discours, qui pourtant fait du mal à la coalition qu'il faudrait tant renforcer, est un véritable déshonneur pour des femmes et des hommes politiques qui devraient débattre au fond, des propositions qu'ils font pour leur pays.

Parler trop fort ?

De quoi s'agit-il, de l'expression « la police tue » par exemple ? Mais comment faudrait-il dire : « il y a des jeunes qui meurent dans les quartiers dans le même moment que des interventions policières ont lieu ... mais on ne sait pas bien s'il faut invoquer la légitime défense etc. etc. ». Pourtant

y a-t-il ou non dans notre pays un problème de doctrine policière ? Des instances internationales de défense des droits de l'homme ont dénoncé la politique de la France en la matière et nous savons bien que de manifestations des gilets jaunes en révoltes des quartiers en passant par les grandes manifestations syndicales, la seule façon que ce pouvoir a aujourd'hui de faire passer sa politique c'est la répression et la limitation du droit d'expression. Alors au bout de cette polémique stérile, quand Jean-Luc Mélenchon conclut en disant « il faut réformer la police du sol au plafond » finalement personne ne dit qu'il parle trop fort car ils savent qu'il a raison.

Hégémonique ?

Mais rien n'obligeait la France insoumise à proposer un accord politique pour les élections législatives en 2022 - accord qui a permis à chacun d'avoir un groupe à l'Assemblée nationale ce qui n'était pas évident - sinon la conviction qu'il fallait dire aux Français qu'une autre majorité était possible pour gouverner autrement notre pays « à partir des besoins ». Rien non plus n'obligeait la France insoumise à proposer une liste unique aux européennes avec une femme écologiste à sa tête et sans demander plus d'élus qu'elle n'en a actuellement.

Et puisqu'on parle d'hégémonie franchement faut-il rappeler à tous ceux qui s'insurgent aujourd'hui quelle a été l'attitude du parti socialiste dans la période précédente où il « dominait » la gauche.

Tout cela ne tient pas. En réalité il s'agit d'une question de ligne politique, celle de la rupture avec ce système à laquelle finalement il apparaît que nos partenaires ne croient pas.

PARTI SOCIALISTE : LE RETOUR À LA CASE HOLLANDE

Prenons la question internationale. Dès le début Jean-Luc Mélenchon tweete : la violence ne conduit qu'à la violence, cessez-le-feu ! Les partenaires de la NUPES s'insurgent encore une fois : il faut dénoncer le terrorisme, Israël a le droit de se défendre, libération des otages, etc. etc.

Quinze jours plus tard ils commencent à parler de cessez-le-feu mais en gardant néanmoins au début de leur tweets « la libération des otages ! » et Olivier Faure après avoir finalement tweeté « cessez-le-feu » se reprend, comme le Président Macron capable de dire le contraire du jour au

lendemain, pour préciser « cessez-le-feu humanitaire ». Et donc la guerre après elle reprend ?

En fait derrière tous ces choix pour le Parti socialiste il y a la réaffirmation de sa position atlantiste et de son alignement sur les USA.

Ce n'est pas pour rien qu'en février 2000, Lionel Jospin Premier ministre, avait qualifié de « terroristes » les attaques du Hezbollah et c'est Jacques Chirac qui avait alors dénoncé un « dérapage ». Franchement, nous avons le sentiment que si Jospin avait été le Président et Chirac le Premier ministre, la France aurait suivi les USA dans la guerre en Irak. Et si Nicolas Sarkozy est le premier président de la France qui a rompu avec la tradition diplomatique française de soutien à la constitution d'un État palestinien, François Hollande son successeur s'est dépêché de poursuivre dans cette voie où la question du droit des peuples à disposer d'un État n'est plus défendue ou bafouée au travers des résolutions de l'ONU qui ne sont pas respectées. Si les rapports internationaux ne sont pas fondés sur le droit alors il reste l'esprit partisan et le choix d'alliance qui se situent dans une même conception du monde en l'occurrence s'agissant des États-Unis la mise en scène et la pratique meurtrière de « La guerre de civilisation ».

Certes sur cette question le programme de la NUPES avait distingué ceux qui étaient pour la sortie de l'OTAN et ceux qui étaient contre. Mais l'ensemble des signataires du programme ont approuvé le respect des résolutions de l'ONU et rejeté la conception de la guerre des civilisations⁷. Dans les faits aujourd'hui on voit bien que les signataires n'ont que faire du respect de leur engagement.

Sur la politique française, le Parti socialiste est dans la même régression. En fait aujourd'hui, Olivier Faure ne dirige plus le Parti socialiste. Sa minorité, certes de 49 %, lui dicte les principales positions prises par le parti.

Attendons-nous à ce qu'il revienne rapidement sur l'engagement de la retraite à 60 ans puisque les figures fortes de sa minorité comme Carole Delga ou Valérie Rabault s'étaient déjà prononcées contre, même si elles avaient accepté les investitures NUPES. Mais comment ne pas constater déjà que le même Parti socialiste refuse de mettre en cause la loi El Khomri qui a un peu plus détérioré le code du travail dans notre pays ou la loi de Bernard Cazeneuve concernant l'utilisation des armes létales dans les manifestations. Tout cela forme un tout qui s'appelle clairement accompagnement de la politique libérale et non pas rupture. On peut tromper les Français en leur disant « mon adversaire c'est la finance » pour ensuite pactiser avec elle et finir par la subventionner.

Mais le peuple a de la mémoire et il ne veut plus de cette gauche d'avant. Nos partenaires sont-ils capables d'entendre ce message ? La question est posée.

LA « CONFUSION » EELV

Concernant EELV les choses sont plus difficiles parce que cette organisation n'est pas unie idéologiquement et que l'ensemble de ses composantes s'efforce de réaliser leur unité sur la question écologique. Ce n'est pas pour rien que leur nom change : « écologistes ». Avec quel but en filigrane : unir tous les partisans de l'écologie qu'ils soient de droite ou de gauche ? En tout cas entretenir l'ambiguïté et la confusion sur les choix. Déjà un courant à l'intérieur du mouvement se dénommait « l'écologie politique » pour essayer de s'affirmer contre celles et ceux qui défendaient l'idée qu'une politique écologique pouvait très bien être compatible avec les choix libéraux. Malheureusement le capitalisme nous conduit à la destruction de la planète. Veulent-ils le reconnaître clairement ? Là aussi la question leur est posée.

Mais comment justifier les propos de Marine Tondelier sur le fait qu'il faudrait supprimer l'usage des tweets à Jean-Luc Mélenchon ? Il s'agit d'un débat politique Madame. Et vous qui donnez des leçons de démocratie comment justifier que vous ayez refusé que votre organe de direction débâte de la situation en Palestine ?

Marine Tondelier s'étant prononcée pour une candidature unique de la gauche en 2027, nous devons lui reconnaître qu'elle a ainsi enregistré qu'il était difficile d'envisager un Président de la République élu sous les couleurs de l'écologie. Le score de Yannick Jadot après tous les autres candidats écologistes aux présidentielles justifie bien sûr cette conclusion.

Mais alors pourquoi refuser une liste d'union aux élections européennes qui plus est, conduite par une écologiste, sinon pour un calcul politicien fondé sur un « malentendu électoral ».

Pourquoi un malentendu ? Mais parce que dans les élections européennes depuis longtemps, les gens savent que leur vote n'exercera aucune influence sur la politique suivie par l'Europe. Cela explique en grande partie l'abstention. Et ceux qui votent le font pour soutenir des idées qu'ils jugent généreuses ou justes comme l'écologie sans que ce vote soit renouvelé

dans une élection dont l'enjeu est clairement établi, comme la présidentielle par exemple. Combien des électeurs de EELV la dernière fois ont voté sans qu'ils soient capables dans les sondages « sortie des urnes » de citer la tête de la liste pour laquelle ils venaient de voter.

Mais peu importe puisqu'il s'agit de dire « vous voyez nous sommes arrivés les premiers à gauche et maintenant il va falloir compter avec nous ». Où est l'orientation politique et l'intérêt général de notre population dans de telles démarches politiciennes ?

LA RÉPUBLIQUE DE ROUSSEL

Que dire de Fabien Roussel ? Au moins lui reconnaître que par rapport à la NUPES il est le plus clair depuis le début. Elle est dépassée dit-il, il faut un autre rassemblement avec notamment les radicaux et les républicains de gauche ce qui signifie aujourd'hui à la fois Robert Hue François Hollande et Bernard Cazeneuve, puis à la manifestation de la honte le 12 novembre il salue le regroupement de EELV du PS et du PCF comme « ce qu'il faut poursuivre ».

Le choix de telles alliances suffit pour affirmer qu'aucun contenu de rupture avec le capitalisme ne pourrait les porter.

Mais il a lui-même distillé dans sa campagne présidentielle et depuis, des thèmes fort loin de ce que l'on pourrait appeler le communisme.

Sa participation à la manifestation de syndicats de police qui demandent le contrôle de la justice par la police est déjà tout un programme notamment à l'égard des quartiers populaires. Non seulement il s'agit d'une position anticonstitutionnelle qui fait fi de la séparation des pouvoirs ce qui pour un « présidentiable » est inadmissible mais c'est un encouragement immédiat à la politique de répression de ce pouvoir⁸. Malheureusement l'attitude du PCF, que ce soit à l'égard des gilets jaunes ou des révoltes dans les quartiers populaires, n'a rien de rassurant.

Quand il parle d'entrecôte de bon vin et de barbecue, certains membres du PCF peuvent lui pardonner une image plutôt bonhomme assez loin il est vrai de la politique. Quand il s'en prend à une dirigeante écologiste pour lui faire remarquer que cette conception de la vie personnelle n'est pas une grave mise en cause de l'équilibre écologique c'est déjà pour le moins déplacé. Quand il oppose la France du travail à celle des allocations il est

complètement en dehors d'une pensée marxiste puisque les cotisations dont bénéficient les chômeurs ne sont que du salaire différé et donc une conquête du salariat contre le capital.

Mais quand il rompt avec la position de solidarité avec la Palestine et qu'il va défiler avec l'extrême droite alors on peut comprendre que les adhérents du PCF ne le suivent plus. Ils sont tout simplement horrifiés.

En tout cas, le programme de la NUPES n'est pas le sien. En réalité, la révolution n'est plus un objectif de ce parti qui veut seulement conserver son patrimoine et notamment ses groupes d'élus en reproduisant les mêmes alliances avec chaque partenaire local, quelle que soit leur position nationale.

Il n'y a malheureusement pas de solution interne au PCF pour faire évoluer les choses dès lors que ceux qui sont en désaccord avec Roussel acceptent de rester à l'intérieur de ce parti sous prétexte que le jeu démocratique pourrait leur permettre de prendre la majorité et cela contre toute évidence. La forme « parti » montre ici toute son inefficacité en condamnant la minorité à exprimer des désaccords qui n'infléchiront jamais la ligne générale du parti. C'est pour cela que nous invitons les membres du PCF qui vivent mal cette situation à nous rejoindre comme communiste dans la France insoumise.

L'INSTALLATION D'UN FASCISME ORDINAIRE

Disons-le simplement, le renoncement idéologique à la transformation de notre société par cette gauche d'avant est catastrophique dans les temps présents marqués par la montée en puissance des idées d'extrême droite.

Mais sachons nommer les responsables.

La progression de ces idées n'est pas le résultat d'une intense campagne de Marine Le Pen. Un humoriste qui s'exprime chaque soir sur TF1 a raison de la représenter dans une chaise longue, au soleil, un cocktail à la main.

Elle n'a rien à faire, rien à dire ; c'est la droite en France qui promeut les idées d'extrême droite. Monsieur Darmanin débat avec Madame Le Pen et la trouve un peu « molle » sur les questions de sécurité. Edouard Philippe, ancien Premier ministre, envisage un statut particulier pour les musulmans en France. Le Sénat vient de voter la suppression de « l'Aide médicale d'État » et des prestations de la CAF pour les familles étrangères résidant

en France depuis moins de cinq ans : ce sont des propositions contenues dans le programme du RN.

Monsieur Sarkozy avait prévenu il y a à peine deux mois : on ne peut plus considérer Madame Le Pen comme ne faisant pas partie de l'arc républicain.

Cette prévision a été officialisée dimanche 12 novembre dans les rues de Paris. L'ensemble de la classe politique a défilé dans un cortège où Madame Le Pen et Monsieur Zemmour tenaient la vedette aux côtés de deux anciens présidents de la république et quatre anciens Premiers ministres. Tout le monde, non ! La France insoumise et les plus grandes organisations syndicales et associatives n'ont pas défilé ce jour-là. (J'y reviendrai, voir ci-après « Continuons de construire l'espoir »).

Ce « blanchiment de l'extrême droite » comme l'a si bien dit Sophie Binet la secrétaire générale de la CGT est un affront à l'histoire de notre pays et un grave danger pour toutes nos avancées sociales.

La manœuvre sur le plan politique consiste à isoler la France insoumise bien sûr. Jusqu'où iront-ils ? Ces gens parleront-ils demain des ennemis de l'intérieur ? Monsieur Ciotti mettra-t-il à exécution sa menace de proposer la destitution de députés insoumis ? Et que feraient alors EELV le PS et le PCF ? On a envie de paraphraser Frantz Fanon pour leur dire : quand vous entendez dire du mal de LFI, dressez l'oreille, on parle de vous. Car il n'y a pas d'alternative à ce pouvoir et à la politique qu'il mène sans la France insoumise et c'est cela qui les motive comme avant la guerre : tout sauf Mélenchon !

L'EXIGENCE DU CAPITAL

Mais rétablissons la hiérarchie des causes.

La montée de l'extrême droite est d'abord une nécessité aujourd'hui pour ceux qui nous dirigent véritablement. Je parle bien sûr du capitalisme financier.

Il exige toujours plus d'exploitation, plus de rentabilité financière et à court terme. Cette course folle épuise la planète et les êtres humains. Elle modifie profondément notre vie, les modes de production et de distribution, notre rapport au travail et nos relations affectives.

Cette course folle génère plus que du mécontentement et sur toute la

planète, quel que soit l'hémisphère. Récemment les travailleurs de l'automobile aux USA ont obtenu 20 % de plus pour leur salaire et les travailleurs du textile au Bangladesh +56 % même s'ils continuent leur lutte pour réclamer le triplement de leur rémunération.

Jusqu'à quand le capitalisme peut-il imposer sa loi ?

C'est imprévisible. Mais ce qui est sûr c'est que dans de nombreux pays occidentaux les partis de droite n'arrivent plus à recueillir une majorité pour mener cette politique. Et cela fonde la nécessité d'élargir ces majorités pour les ouvrir aux partis d'extrême droite afin qu'elles gèrent ensemble les intérêts du capitalisme. C'est à l'ordre du jour dans notre pays.

Pour réaliser cela il faut un consensus idéologique sur une même vision du monde. Macron excelle en cette voie : son credo c'est la « décivilisation ». Toute pensée fasciste commence par cela : caractériser la situation comme une situation de décadence et appeler chacune et chacun à un sursaut moral pour la combattre. La conflictualité des rapports de classe n'existe plus. Vous voulez du travail ? « Traversez la rue ! » Et la victimisation individuelle est constante. Souvenez-vous des propos du président lors de la crise du COVID, il incriminait « le relâchement des Français ». C'est le même discours que Pétain en 1940 : « notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié ». Pour l'esprit de jouissance Macron a trouvé l'équivalence : nous devons sortir de « l'abondance ».

Fonder la politique sur la morale est une très grande escroquerie car elle oublie de dire évidemment qui se fait juge de la moralité. Le concept de « guerre des civilisations » en est le meilleur exemple : où est le bien et où est le mal ? En réalité la bonne formule est : « ce qui est bien pour les États-Unis est bien pour le monde ». Pour combien de temps ?

En politique la seule morale à respecter serait : « je dis ce que je fais et je fais ce que j'ai dit » bref tout le contraire de la gauche d'avant.

Mais cette vision morale de la société pollue le débat politique de toute une série de présupposés qui nous emmènent loin du combat révolutionnaire.

Par exemple cette idée qu'il faudrait « apaiser » le débat politique ce qui revient à nier tout rapport de conflictualité dans notre société et par là même à désarmer le peuple puisque tout serait simple, de bon sens, et qu'il faudrait « faire confiance », « soyez tranquille, on s'occupe de tout ».

Ou encore cette autre idée qu'il faudrait « concilier » par exemple l'exigence de cessez-le-feu avec celle de la lutte contre l'antisémitisme alors même

que toutes ces marches contre l'antisémitisme ont été construites pour cacher la guerre coloniale et le génocide à Gaza, en discréditant du même coup la lutte contre l'antisémitisme. Mais la présence du RN a ouvert les yeux des forces populaires qui ne sont pas tombées dans le piège.

CONTINUONS DE CONSTRUIRE L'ESPOIR

Tous ces propos pourraient désespérer. Il n'en est rien. Ce n'est pas parce que le combat de classe est difficile qu'on ne peut pas le gagner.

La manifestation du 12 novembre est un formidable camouflet à celles et ceux qui veulent bloquer la France dans un statu quo politique au service de quelques-uns.

105 000 personnes à Paris c'est très peu. Notre peuple résiste !

On veut le rassembler contre l'antisémitisme, il répond que c'est impossible aux côtés de l'extrême droite raciste et xénophobe.

On veut le rassembler pour affirmer l'unité nationale dans la République, il répond que c'est impossible sans justice, sans justice sociale, sans justice pour tous. La République c'est d'abord la république sociale sinon elle ne rassemble pas.

Lors des dernières manifestations contre le projet de retraite du gouvernement ce sont 963 000 personnes selon la police et 2 500 000 selon la CGT qui ont défilé. Ils n'étaient pas là le 12 novembre. La France sociale existe et elle résiste à toutes les manipulations.

Les habitants des quartiers populaires n'ont pas défilé non plus, mais ils existent.

La base sociale d'un changement de société existe toujours, elle ne s'est pas dissoute dans ses manifestations. Elle n'a pas disparu depuis le vote de 2022. Avec elle nous devons construire le mouvement victorieux.

L'UNION POPULAIRE

Deux difficultés doivent être surmontées.

Le mouvement social gagne des conflits locaux et heureusement, mais il échoue sur les grandes réformes nationales. Ses promoteurs

doivent réfléchir à leur stratégie à leur forme de lutte. L'unité syndicale a été insuffisante pour gagner et plus c'était dur plus certaines de ces organisations avaient tendance à vouloir organiser le dernier « Baroud d'honneur ».

Oui il faut réfléchir à de nouvelles formes de combat. Le débat est déjà engagé. En particulier comment mettre en cause ces nouvelles chaînes de production plus dures à immobiliser, comment empêcher l'accumulation de profits « quoi qu'il arrive ».

N'injurions pas demain, les explosions sociales ne sont pas programmables. Sachons les guetter pour les favoriser et les accompagner. La misère progresse à pas de géant en France, est-ce supportable durablement ?

La deuxième difficulté c'est évidemment le rassemblement politique pour gagner. Les blocages de la Nupes nécessitent de repenser notre action. Il n'y a qu'une seule solution : construire le rassemblement avec le peuple et les organisations dont il s'est doté pour défendre ses intérêts. C'est ce que nous appelons l'union populaire.

Mais bien sûr des socialistes, des communistes, des écologistes, ne pourront pas suivre leur organisation dans l'acceptation du système. Nous leur tendons la main. Mais pas pour leur proposer une alliance, non, ça ce sont les vieux chemins qui servent à négocier des postes de pouvoir. Nous leur proposons de militer ensemble dans la même organisation politique, celle de l'union populaire autour d'un programme de rupture avec le système.

Pour les communistes, adhérents au PCF ou pas, nous les invitons à nous rejoindre. C'est possible dans l'union populaire également mais c'est possible dès maintenant dans la France insoumise où nous sommes déjà.

Soyez persuadés que nous nous y sentons libres de conduire notre action comme nous le voulons, du moment qu'elle sert la cause commune.

Il y a des problèmes de fonctionnement que d'autres appellent démocratie. Sans doute, mais nous n'avons pas « d'ailleurs » car ailleurs c'est l'acceptation de l'ordre existant et nous sommes venus ici pour servir l'intérêt général de nos concitoyens.

Et concernant la démocratie qu'on ne vienne pas nous dire que, parce que nous proposons dans notre programme une sixième république, nous devons en appliquer les formes de fonctionnement dans l'organisation même. Il s'agit de deux choses différentes : le fonctionnement d'un pays et le fonctionnement d'un mouvement révolutionnaire sont nécessairement

différents. Dans ce deuxième cas ce qui compte c'est l'efficacité de l'action qui est menée. Dans ce cadre la reconnaissance de la diversité, qui est une bonne chose bien sûr, doit se faire pour que cette richesse contribue à la richesse commune et non pas pour mener des guerres picrocholines de pouvoir.

La période est difficile, oui c'est vrai, mais les grandes forces sociales en France résistent bien. Elles peuvent compter sur une organisation avec un programme qui ouvre une voie différente pour une république sociale qui seule garantit la liberté l'égalité et la fraternité.

« FAITES MIEUX »

Pour conduire une révolution, il faut revenir constamment au réel et étudier son évolution.

Comment ne pas saluer l'apport théorique de Jean-Luc Mélenchon dans la pensée philosophique et politique de gauche, le terme « gauche » étant ici employé pour signifier ce qui a toujours été le choix populaire pour nommer le refus de la droite.

Depuis combien de temps n'avons-nous pas connu d'hommes politiques qui pensent le monde et ses contradictions pour proposer un chemin ?

Depuis longtemps, très longtemps.

Je crois d'ailleurs pour ma part que la véritable haine qui s'exprime à l'égard de Jean-Luc Mélenchon par des gens qui se réclament de la gauche tient au fait qu'ils voient en lui l'incarnation même de ce à quoi ils ont renoncé.

Dans son dernier livre l'introduction de la notion de « noosphère » par exemple, traduit une réflexion sur l'évolution des savoirs dans notre société, de leur stockage, de leur diffusion, de leur appropriation. La noosphère est la sphère des activités de l'esprit humain. La numérisation des savoirs humains et leur utilisation interactive permet à tout un chacun de les alimenter et la progression du nombre de personnes humaines sur notre terre offre des perspectives de développement des savoirs et des savoirs faire vertigineux qui devraient permettre de maîtriser un développement possible des activités humaines sur toute notre planète.

L'utilisation de notre téléphone portable est une expérience individuelle journalière de ces circulations de savoirs qui peuvent influencer sur notre développement personnel comme sur des actions plus anecdotiques de

notre vie quotidienne.

Mais bien sûr Jean-Luc Mélenchon pose les conditions politiques d'un tel progrès de l'humanité. Il s'agit de résister à l'appropriation privée des supports qui stockent tous ces savoirs en maintenant une propriété collective publique qui garantisse que l'objectif sera bien au service de l'humanité et non au service d'un capitalisme qui y trouve l'occasion de développer toujours plus notre consommation comme source de ses profits et de destruction de la planète.

Ces réflexions s'additionnent à celles de « L'ère du peuple » qui avaient déjà innové en présentant la préservation libre de l'accès aux réseaux qui permettent la reproduction de nos conditions de vie comme essentielle.

Dans tous les domaines de notre vie, le capitalisme peut être contesté et mis en échec par la construction d'un chemin différent plaçant le collectif humain au-dessus de l'intérêt privé. Cela suppose une mise à jour continue de notre stratégie révolutionnaire qui constitue une activité intellectuelle personnelle et collective, bien loin de considérations de carrière.

L'APPORT COMMUNISTE

Mais nous communistes nous avons aussi une réflexion essentielle dans le combat révolutionnaire qui peut être utile à notre mouvement.

Par exemple la notion de travail est en débat aujourd'hui. Elle est questionnée par beaucoup, à gauche comme à droite. J'ai souvenir pour ma part d'un livre écrit par Lucien Sève autre philosophe de gauche, qui s'intitulait « Marxisme et Théorie de la personnalité ». De cette lecture ancienne certes, j'ai gardé un enseignement précieux. Si nous cherchons à mieux connaître ce qu'est notre personnalité examinons notre emploi du temps.

Or le travail c'est au moins un tiers du temps de tous les êtres humains.

Là encore la dérive qui s'opère consiste à porter un jugement moral sur le travail. Sarkozy avait tracé la route avec les notions de mérite et de récompense.

Mais que dire de ceux qui se réclament de la gauche et s'efforcent de distinguer dans notre pays ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, étant entendu que le jugement qui est porté est réprobateur à l'égard

de ceux qui ne travaillent pas.

Merci pour ceux qui ne trouvent pas de travail, merci pour ceux qui se tuent au travail, expression qui n'est pas que symbolique. Merci pour ceux qui ont du travail inintéressant, mal payé et précaire. Merci pour ces immigrés qu'on va maintenir en France parce qu'ils répondent aux besoins en travail du patronat⁹.

Il conviendrait tout au contraire de tirer les enseignements de l'évolution que l'on peut constater notamment depuis la crise du COVID dans le rapport des gens au travail.

La grande démission vous connaissez ? Tous ces emplois désertés parce que trop dévoreurs de vie et mal payés, tous ces emplois qui étaient l'objet d'un engagement en faveur de l'intérêt général et qui perdent leur sens compte tenu de la détérioration générale des conditions collectives de leur accomplissement. Tous ces cadres ou ces salariés qui aspirent à quitter les grandes métropoles pour acquérir des maisons à la campagne et travailler en télétravail.

Faut-il nommer ces emplois ? Les professions de la restauration, les infirmiers et les infirmières, les professeurs, les jeunes diplômés pour des métiers dont ils ne veulent pas parce qu'ils les considèrent comme inadaptés à notre siècle en regard des enjeux écologiques etc. etc.

Tout cela démontre que l'aspiration à choisir son travail est devenue essentielle alors que la mobilité professionnelle est aujourd'hui contrainte et presque entièrement sous contrôle du patronat.

La proposition que nous portons, comme communistes et qui est inscrite dans le programme de « l'Avenir en commun » c'est la « Sécurité sociale professionnelle ». Son but est de créer les conditions pour que la mobilité professionnelle soit demain maîtrisée par le salarié pour qu'il puisse tout simplement maîtriser sa vie.

Cela signifie que ses revenus d'existence doivent être pérennes et assurés notamment par le biais des cotisations sociales quand il se retrouve au chômage.

Cette situation doit lui permettre de choisir un parcours de formation qui élève sa qualification qui lui permette d'accéder à des métiers épanouissants et qu'il se retrouve fort de cette qualification supérieure dans une meilleure position face au patron lorsqu'il négociera un nouveau contrat de travail.

Bien sûr la gestion collective de ce droit doit revenir aux représentants des salariés à leur organisation syndicale dans le cadre d'une nouvelle branche de la sécurité sociale. Et le patronat ne pas être exclu de cette gestion car d'abord il cotisera ce qui constituera une nouvelle avancée dans le rapport entre le salariat et le capital et parce qu'il contribuera avec l'État et les salariés à définir un vaste plan de formation à de nouveaux métiers utiles et non délocalisables, en liaison avec la bifurcation écologique de notre production. Vaste plan de formation sans lequel le droit à une mobilité choisie ne pourra jamais être effectif.

Voici un grand projet qui change notre vie à tous. Un exemple seulement des propositions que nous pouvons apporter comme communistes.

AVEC CONFIANCE

Nous sommes de celles et de ceux qui pensent que le capitalisme n'est pas un horizon indépassable. Nous voulons construire une alternative à cette société fondée sur l'exploitation des hommes et de la nature.

L'histoire des peuples ne se laisse pas conter par les profiteurs.

La période n'est pas sombre, elle est incertaine. N'oublions pas que le Front populaire l'a emporté en pleine montée des idées d'extrême droite en France et en Europe.

Une victoire n'est possible cependant que si nous n'oublions pas que ce qui compte c'est que le peuple se constitue comme peuple.

A quoi faisons-nous référence ? Jean-Jacques Rousseau écrivait : « il serait bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple car cet acte (...) est le vrai fondement de la société » et bien sûr pour lui il s'agissait du « contrat social » c'est-à-dire cet acte par lequel toute personne accepte de s'aliéner dans la communauté, d'en devenir « citoyen » et « sujet » soumis à la loi. Mais bien sûr cela n'est possible que si cette loi est élaborée par tous. C'est le sens même des « états généraux » de 1789 où toutes les classes sociales se côtoient pendant toute leur durée en gommant leurs différences pour construire ce « contrat social » qui sera accepté par tous parce que construit par tous. Et cela permet de définir ce que nous appelons « l'intérêt général ».

Les communistes soviétiques se sont passés du peuple dans la construction sociale. C'est là leur erreur. Pas par méchanceté ou sauvagerie, mais parce

qu'ils étaient persuadés de faire le bonheur du peuple sans lui demander son avis. C'est impossible et l'échec de ce qu'on a appelé les pays socialistes tient dans cette attitude.

Mais le mouvement des gilets jaunes d'une certaine manière a reproduit à son échelle ce processus de constitution d'un « peuple ». Du point de vue politique chacun a constaté la diversité de celles et ceux qui se retrouvaient sur les ronds-points mais progressivement, dans le mouvement, et dès lors qu'ils ont essayé d'établir un cahier de revendications, celui-ci a très vite ressemblé au programme « l'Avenir en commun » des insoumis. Tout le monde l'a remarqué avec le rétablissement d'un impôt sur la fortune et un SMIC permettant de vivre, par exemple. Personne n'a été touché par la grâce dans ces ronds-points simplement dès lors que tout le monde réfléchissait à l'intérêt général, ces personnes se sont retrouvées sur des objectifs qui permettaient de changer la vie.

S'attaquer au capitalisme pour le dépasser suppose aussi la mise au point de règles économiques et sociales nouvelles permettant la satisfaction des besoins et non pas la recherche du profit. Cette entreprise est bien sûr difficile mais ce qui est certain c'est qu'il est impossible de transformer la société sans que le peuple ne s'empare de cette tâche.

Voici une conviction profonde des insoumis communistes et dans les groupes d'actions auxquels nous participons nous voulons toujours « faire de la politique », parler politique de même que nous voulons le faire avec le maximum de gens autour de nous parce que nous sommes persuadés que c'est dans cette alchimie humaine complexe que la révolution peut l'emporter.

Celles et ceux qui en sont convaincus peuvent nous rejoindre pour ce combat : **insoumiscommunistes@gmail.com**

FRANCIS PARNY

Merci à celles et ceux, communistes, avec qui j'échange régulièrement dans le bureau de notre association et à ceux et celles avec qui j'échange moins régulièrement aussi, c'est grâce à ces échanges que j'ai pu écrire ce texte qui je l'espère, reflète une opinion collective

Notes

1 - D'ailleurs pour moi, ceux qu'on appelait « dissidents » en Union soviétique restaient « communistes ». Ils avaient la certitude qu'il fallait abolir l'ordre qui avait été construit dans leur pays pour dépasser les contradictions comme sans doute Gorbatchev. Mais les peuples s'en sont chargés et le mur de Berlin s'est effondré

2 - Période faste qui allie la création de la sécurité sociale par exemple mais aussi le seul positionnement juste politiquement à propos des colonies alors que le PS dérivait sur cette question ce qui l'a conduit en grande partie à l'échec de Gaston Defferre aux présidentielles de 1969

3 - C'était l'époque bienheureuse où des maires communistes construisaient à la fois des piscines, des gymnases et des théâtres ! L'art avait toute sa place dans leur projet politique.

4 - T.I.N.A : « There is no alternative », « il n'y a pas d'alternative ».

5 - Seule la mise en place du « front de gauche » par Marie George Buffet a stoppé momentanément cette dégringolade. Il s'agissait déjà de rassembler toutes les forces politiques qui considéraient la rupture avec le capitalisme comme nécessaire et de proposer une alternative au Parti socialiste. Mais Pierre Laurent devenu premier secrétaire du PCF a « tué » le « front de gauche » pour privilégier ses alliances municipales.

6 - Las ! Les politiques libérales en étouffant les finances communales ont mis fin à l'imagination municipale dont avaient fait preuve les communistes. Les maires communistes se sont mis à faire : des zones industrielles où s'entassaient des entrepôts, des ronds-points pour accéder au supermarché installé hors des villes, des polices municipales, l'installation de caméras de surveillance et l'utilisation des crédits d'investissements de l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) en contribuant ainsi à la gentrification des villes. Des exceptions à ce conformisme urbain étaient rares ; je veux citer ici le maire de La Courneuve qui avait conçu la restructuration de son centre-ville autour d'équipements publics et non pas autour d'un centre commercial.

7 - Programme partagé de gouvernement, chapitre 8 page 40

8 - Olivier Faure, lui, avait déclaré explicitement « Il faut donner à la police un pouvoir de regard sur la justice ». Il s'en était excusé deux jours après en reconnaissant que c'était « une faute ». Lui non plus n'est pas « présidentiable » mais nous le savions déjà.

9 - Interview de François Ruffin dans Libération du jeudi 9 novembre 2023

NOTES PERSONNELLES

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**INSOUMIS-ES
COMMUNISTES**